

MAIRIE LES DEUX ALPES
48 avenue de la Muzelle
38860 - LES DEUX ALPES

DELIBERATION CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 26 novembre 2018

N° 2018-227

L'an deux mille dix-huit, le 26 novembre, à 20h00,

Le conseil municipal de la commune LES DEUX ALPES, dûment convoqué le 21 novembre 2018, s'est réuni en session ordinaire en mairie, sous la présidence de M. Stéphane SAUVEBOIS.

Présents : M. Stéphane SAUVEBOIS, Maire, M. Pierre BALME, maire délégué, Agnès ARGENTIER, Jean-Noël CHALVIN, adjoints, BALME Michel, BEL Florence, BISI Jean-Luc, CASSEGRAIN Nicolas, CHOPARD Laurence, DEBOUT Stéphanie, DEVAUX Jean-Pierre, DODE Maryvonne, FAURE Estelle, FOURNIER Jean-Luc, GIRAUD Laurent, LESCURE Hervé, MARTIN Jocelyne, MOREAU Françoise, POIROT Fabien, ROY Sylvie, conseillers municipaux.
Absents : Maurice ARLOT, Romain CHARREL, Emmanuel DURDAN, BOURGEAT Delphine, LESCURE Magali, GUIGNARD Thierry.

Pouvoirs : Guylaine BARBIER donne pouvoir à Jean-Noël CHALVIN
Catherine GONON donne pouvoir à Laurence CHOPARD

Conformément à l'article L.2121-15 du code général des collectivités territoriales (CGCT), il a été procédé à la nomination des secrétaires de séance pris au sein du conseil :

Mme Françoise MOREAU et M. Jean-Luc BISI ayant obtenu la majorité des suffrages, ont été désignés pour remplir ces fonctions qu'ils ont acceptées et conformément à l'article L.2121-18 du même code, la séance a été publique.

DOMAINE : COMMANDE PUBLIQUE – 1.6 – Actes relatifs à la maîtrise d'oeuvre
OBJET : Plan de financement SEDI – Travaux sur réseaux ruelle des Oratoires

VU le projet de convention ci-annexé

Monsieur BALME, maire délégué de Venosc rappelle que dans le cadre de l'aménagement de voirie de la Ruelle des Oratoires, les travaux d'enfouissement des réseaux aériens Basse Tension, Télécom et Eclairage Public ont été confiés au SEDI.

Après une étude sommaire, le conseil municipal a approuvé le plan de financement prévisionnel soumis par le SEDI au cours de sa séance du 26 février 2018. Cette étude est désormais plus aboutie et permet au SEDI de soumettre un nouveau plan de financement qui est le suivant :

Travaux sur réseaux	Prix de revient prévisionnel	Financements SEDI	Participation aux frais de maîtrise d'ouvrage du SEDI	Contribution communale
Distribution électricité	75 590 €	44 812 €	0 €	30 778 €
France Télécom	12 172 €	7 822 €	355 €	3 995 €
D'éclairage public	16 188 €	5 447 €	457 €	10 284 €
Sous-total	103 950 €	58 081 €	812 €	
Contribution communale pour l'ensemble des travaux				45 057 €

Afin de permettre au SEDI de lancer la réalisation des travaux, il convient de prendre acte du projet présenté, du plan de financement définitif et de la contribution correspondante au SEDI.

Monsieur le maire certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte, et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de GRENOBLE dans un délai de deux mois à compter de sa publication et sa transmission aux services de l'Etat.

Le.....Stéphane SAUVEBOIS, maire

Le conseil municipal ayant entendu cet exposé et après en avoir délibéré, à l'unanimité des membres présents:

- **PREND ACTE** du projet de travaux et du plan de financement de l'opération, à savoir :

Pour les travaux sur le réseau France TELECOM

Prix de revient prévisionnel	12 172 €
Financements externes	7 822 €
Participation prévisionnelle	4 350 €

Pour les travaux sur réseaux de distribution publique d'électricité

Prix de revient prévisionnel	75 590 €
Financements externes	44 812 €
Participation prévisionnelle	30 778 €

Pour les travaux sur réseaux d'éclairage public

Prix de revient prévisionnel	16 188 €
Financements externes	5 447 €
Participation prévisionnelle	10 741 €

- **PREND ACTE** de sa contribution aux investissements qui sera établie par le SEDI à partir du décompte final de l'opération et constitutive d'un fonds de concours d'un montant prévisionnel maximum total de :

3995 € pour les travaux sur réseau France Telecom

30 778 € pour les travaux sur réseaux de distribution publique d'électricité

10 284 € pour les travaux sur réseaux d'éclairage public

- **PREND ACTE** de sa participation aux frais du SEDI d'un montant de 457 €
- **AUTORISE** le maire ou son délégué à signer la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée pour les travaux d'éclairage public

Fait et délibéré en séance, les jour et mois que dessus. Au registre sont les signatures.



Pour extrait conforme,
Le maire, Stéphane SAUVEBOIS

CONVENTION DE MAÎTRISE D'OUVRAGE DELEGUEE TRAVAUX D'ECLAIRAGE PUBLIC

Entre :

- La commune des **DEUX ALPES**, représentée par **Monsieur Stéphane SAUVEBOIS**, son Maire, agissant en vertu d'une délibération en date du,
ci-après désignée **la COMMUNE**

Et

- Le SEDI, mandataire, représenté par **Monsieur Bertrand LCHAT**, son Président, agissant en vertu d'une décision du Bureau Syndical en date du,
ci-après désigné **le SEDI**

Préambule :

La **COMMUNE** porte un projet de Rénovation de l'éclairage public. Elle avait saisi le **SEDI** pour assurer un diagnostic de son réseau d'éclairage public.

La commune souhaite confier au **SEDI** la réalisation de l'intégralité de ces travaux d'éclairage public, et ainsi donc lui déléguer la part lui incombant. Cette délégation fait l'objet de la présente convention.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La **COMMUNE** a décidé de réaliser les ouvrages suivants :

EP – Ruelle des Oratoires
Affaire SEDI n° 18.003.253

Cette opération consiste à étudier puis à réaliser les travaux d'éclairage public.

La présente convention a pour objet, conformément aux dispositions du titre premier de la loi n° 85-704 du 12 juillet 1985, de confier au **SEDI**, qui l'accepte, le soin de réaliser cette opération au nom et pour le compte de la **COMMUNE** dans les conditions fixées ci-après.

ARTICLE 2 : PROGRAMME ET ENVELOPPE FINANCIERE PREVISIONNELLE

Article 2-1 : Programme

Le programme de l'opération consiste à :

- ✓ Rénovation de l'éclairage public

Article 2-2 : Enveloppe financière

Le montant de l'opération (étude et travaux d'éclairage public) est estimé à 16 188 € TTC, selon le détail indiqué à l'article 4, incluant la rémunération du mandataire.

Dans le cas où, au cours de la mission, la **COMMUNE** estimerait nécessaire d'apporter des modifications au programme ou à l'enveloppe financière, un avenant à la présente convention devra être conclu afin que le **SEDI** puisse mettre en œuvre ces modifications.

ARTICLE 3 : DELAIS

Le **SEDI** s'engage à réaliser l'ouvrage dans un délai de **6 mois**, à la réception de la présente convention dûment signée. Ce délai sera éventuellement prolongé des retards dont le **SEDI** ne pourrait être tenu pour responsable.

ARTICLE 4 : MODE DE FINANCEMENT

La **COMMUNE** s'engage à assurer le financement de l'opération (étude et travaux d'éclairage public), selon le montant estimatif prévisionnel suivant :

	Montant € HT	TVA €	Montant € TTC
Montant des travaux (coût d'objectif actualisé suivant marché du SEDI)	12 855,00	2 571,00	15 426,00
Montant des études (maîtrise d'œuvre)	0 000,00	0 000,00	0 000,00
TOTAL OPERATION	12 855,00	2 571,00	15 426,00

	Total HT de l'opération	Taux de subvention	Montant de l'aide
AIDE FINANCIERE DU SEDI	12 855,00	40%	5 142,00

AIDE FINANCIERE du SEDI : plafonnée à 32 000 € / an
soit une aide prévisionnelle d'un montant de **5 142 €**.

	Total TTC de l'opération	Montant de la subvention	Montant de la contribution
CONTRIBUTION AUX INVESTISSEMENTS	15 426,00	5 142,00	10 284,00

Le montant **restant à la charge de la commune** est donc estimé à : **10 284€**.

Si le montant réel de l'opération est différent en plus ou en moins de l'estimation, le plan de financement reste identique, avec une prise en charge de l'intégralité de la dépense par le budget communal.

ARTICLE 5 : CONTENU DE LA MISSION DU SEDI

La mission du **SEDI** porte sur les éléments suivants :

1. Définition des conditions administratives et techniques selon lesquelles seront étudiés et réalisés les ouvrages,
2. Gestion des marchés de maîtrise d'œuvre, travaux et fournitures :
 - versement de la rémunération des maîtres d'œuvre, entreprises et fournisseurs,
 - réception des travaux.
3. Gestion financière et comptable de l'opération,
4. Gestion administrative,
5. Actions en justice et d'une manière générale tout acte nécessaire à l'exercice de ces missions.

En contrepartie, la **COMMUNE** s'engage à faciliter le travail du **SEDI**, notamment par rapport à l'occupation du domaine public et aux riverains.

Il est à noter qu'en tant que maître d'ouvrage délégué, le **SEDI** se chargera, le cas échéant, directement de la demande de CEE auprès des services instructeurs.

ARTICLE 6 : REMUNERATION DU MANDATAIRE

La rémunération de la maîtrise d'ouvrage déléguée s'élève à 6% du montant estimatif HT de l'opération (études et travaux), soit **762 €**. Il s'applique sur ce montant une subvention égale à celle des travaux soit **40%**.

	Montant initial	Taux de subvention	Montant final
Frais MO déléguée	762,00 €	40%	457,00 €

ARTICLE 7 : FINANCEMENT PAR LA COLLECTIVITE

La participation due par la **COMMUNE** sera appelée selon les règles d'appels de contributions des collectivités adhérentes au **SEDI**. La rémunération de la maîtrise d'ouvrage déléguée sera appelée après validation du dossier d'étude par la commune.

La contribution aux investissements restant à la charge de la commune sera appelée en trois fois : Un acompte de 30% à l'émission de l'ordre de service, un deuxième acompte de 50% deux mois après le démarrage des travaux, puis le solde de 20% au DGD.

Le règlement sera effectué dans un délai de quarante-cinq jours maximum à compter de la réception de la facture (loi n° 39-679 du 08/08/94).

ARTICLE 8 : CONTROLE FINANCIER ET COMPTABLE

La **COMMUNE** pourra demander à tout moment au mandataire la communication de toutes les pièces et contrats concernant l'opération.

ARTICLE 9 : APPROBATION DES AVANT-PROJETS

En application de l'article 5 de la loi du 12 juillet 1985, le **SEDI** est tenu de solliciter l'accord préalable de la **COMMUNE** sur les dossiers d'avant-projets.

A cet effet, les dossiers correspondants seront adressés à la **COMMUNE** par le **SEDI**. La **COMMUNE** devra notifier son avis au **SEDI** ou faire ses observations dans le délai de huit jours suivant la réception des dossiers.

ARTICLE 10 : RECEPTION DES OUVRAGES

En préalable à l'application des dispositions relatives à la réception des ouvrages prévue à l'article 41-2 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de travaux, le **SEDI** transmettra ses propositions à la **COMMUNE** en ce qui concerne la décision de réception des ouvrages, un mois avant la date de réception prévue. Le défaut de réponse dans ce délai vaudra accord tacite sur les propositions du **SEDI**.

Le **SEDI** établira ensuite la décision de réception (ou de refus) et la notifiera à l'entreprise.

ARTICLE 11 : PENALITES

Article 11-1 : Manquements et retards imputables au SEDI

En cas de manquement du **SEDI** à ses obligations, la commune se réserve le droit de lui appliquer des pénalités selon les modalités suivantes :

En cas de retard dans la remise des ouvrages par rapport à l'expiration du délai fixé à l'article 3, le **SEDI** sera passible d'une pénalité forfaitaire non révisable de 2/1000^e du montant HT des travaux par jour calendaire de retard.

Pour le décompte des retards éventuels, ne pourront conduire à pénalité :

- les retards occasionnés par le défaut de réponse ou de décision de la commune dans les délais fixés par la présente convention.
- les retards occasionnés par des problèmes de coordination de travaux extérieurs à la maîtrise d'ouvrage déléguée du **SEDI**.
- les retards d'obtention d'autorisation administratives dès lors que le **SEDI** ne peut en être tenu pour responsable.
- les retards liés aux acquisitions et servitudes nécessaires à l'implantation des ouvrages.
- les conséquences de mise en redressement ou liquidation judiciaire de titulaire de contrats passés par le **SEDI**.
- les journées d'intempéries au sens des dispositions législatives ou réglementaires en vigueur ayant entraîné un arrêt de travail sur les chantiers.

Article 11-2 : Retard de paiement de la COMMUNE

Conformément à la loi n° 94-679 du 8/08/94, les délais de règlement impartis aux collectivités locales sont de trente jours à compter de la date de réception de ladite facture. En conséquence, il sera versé en supplément au-delà de cette échéance la somme de 2/1000^e du montant hors taxe de la facture par jour calendaire de retard.

Fait à Grenoble, en deux exemplaires, le

**Le Maire des
DEUX ALPES**

Le Président du SEDI,

Stéphane SAUVEBOIS

Bertrand LCHAT

Envoyé en préfecture le 05/12/2018

Reçu en préfecture le 05/12/2018

Affiché le 05/12/2018



ID : 038-200064434-20181126-DEL2018227-DE